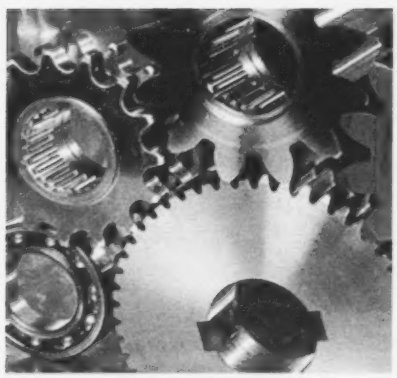
N° 75-004-M – 2018001 au catalogue
ISBN 978-0-660-25461-6

Statistiques sur le travail : Documents de recherche

Bilan annuel du marché du travail, 2017



par Andrew Fields, Emmanuelle Bourbeau et Martha Patterson
Division de la statistique du travail

Date de diffusion : le 24 avril 2018

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Bilan annuel du marché du travail, 2017

Introduction et survol

Le présent article analyse le marché du travail canadien en 2017. Il porte principalement sur les tendances nationales et les principaux changements observés dans les provinces et les secteurs d'activité.

En général, des signaux cohérents provenant des indicateurs clés du marché du travail ont révélé un raffermissement du marché du travail, notamment la croissance de l'emploi total la plus rapide depuis 10 ans ainsi qu'une tendance à la baisse du taux de chômage national. Parallèlement, la rémunération hebdomadaire moyenne a connu une croissance notable, le nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi régulières a diminué et le taux de postes vacants a augmenté. Toutes ces variations ont coïncidé avec une croissance économique plus forte, alors que le produit intérieur brut réel a augmenté de 3,0 % en 2017, après avoir augmenté de 1,4 % en 2016[1].

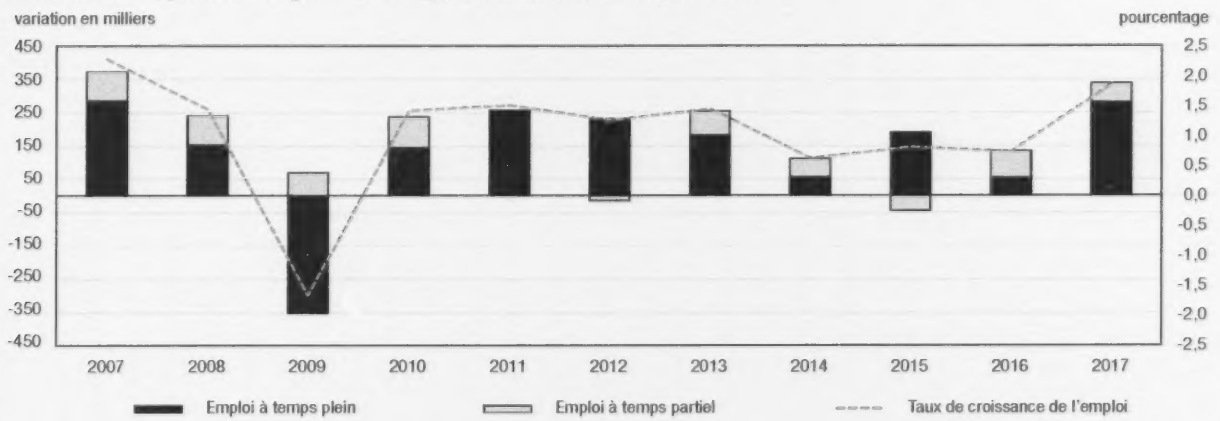
L'analyse présentée dans cet article est fondée sur une combinaison des principaux indicateurs du marché du travail provenant de différentes sources. Sauf indication contraire, l'analyse s'appuie sur des moyennes annuelles. Les données sur le chômage et l'emploi par groupe démographique sont tirées de l'Enquête sur la population active (EPA). Les données sur les emplois salariés par secteur d'activité ainsi que sur la rémunération hebdomadaire moyenne et les heures de travail des employés proviennent quant à elles de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH). D'autres données proviennent de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) et des Statistiques de l'assurance-emploi.

Taux de croissance de l'emploi le plus rapide depuis 10 ans, stimulé par la hausse du travail à temps plein

De 2016 à 2017, l'emploi total a augmenté de 336 500 ou de 1,9 %, soit le taux de croissance annuel le plus rapide depuis 10 ans[2]. Cette hausse survient après trois années d'augmentations inférieures à 1,0 %. La majeure partie de la croissance a été observée dans le travail à temps plein (+280 600 ou +1,9 %).

La hausse de l'emploi s'est répartie dans plusieurs provinces, et les augmentations les plus fortes ont été observées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Parallèlement, une baisse notable a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador. À l'échelle nationale, la hausse la plus marquée a été observée chez les personnes du principal groupe d'âge actif (de 25 à 54 ans). Cela contraste avec 2016, année où l'emploi était pratiquement inchangé chez les personnes du principal groupe d'âge actif.

Graphique 1
Variation de l'emploi selon le genre de travail, et taux de croissance, 2007 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0002.

1. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter l'article intitulé « Produit intérieur brut, revenus et dépenses, quatrième trimestre de 2017 », diffusé dans *Le Quotidien*, http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/180302/dq180302a-fra.htm.
2. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).

Le taux de chômage affiche une tendance à la baisse, tandis que le taux d'activité augmente légèrement

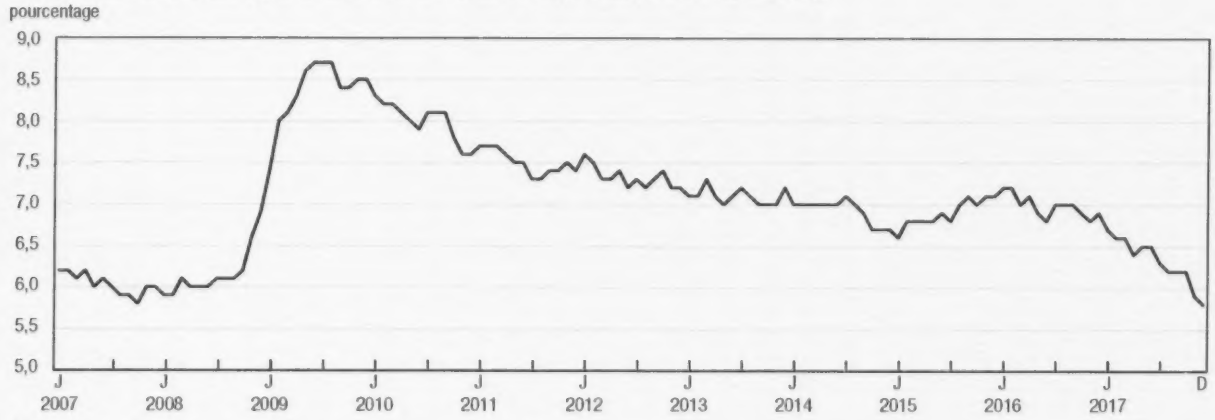
D'après les données annuelles, le taux de chômage était de 6,3 % en 2017, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2016. Il s'agit de la diminution la plus marquée depuis 2000. Le taux de chômage a baissé dans tous les grands groupes démographiques en 2017. À l'échelle provinciale, le taux de chômage le plus bas a été enregistré en Colombie-Britannique (5,1 %), et le plus élevé à Terre-Neuve-et-Labrador (14,8 %).

Sur une base mensuelle, le taux de chômage a diminué tout au long de 2017 pour s'établir à 5,8 % en décembre, soit le taux le plus bas depuis que des données comparables sont devenues disponibles, ce qui correspond également au taux observé en octobre 2007[3]. À la fin de 2017, le taux de chômage était plus bas de 1,1 point de pourcentage par rapport à 12 mois plus tôt.

Dans la plupart des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le taux de chômage a également suivi une tendance à la baisse en 2017, à mesure que les conditions économiques se sont améliorées pour ce groupe de pays[4]. En décembre 2017, le taux de chômage au Canada correspondait à peu près au taux de chômage moyen harmonisé pour l'ensemble des pays de l'OCDE, à savoir 5,5 %.

Le taux d'activité, c.-à-d. la proportion de la population occupant un emploi ou à la recherche de travail, a augmenté pour la première fois depuis 2008, en hausse de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 68,5 % en 2017[5]. Cette hausse s'explique principalement par une hausse de l'activité sur le marché du travail de la population du principal groupe d'âge actif, particulièrement chez les femmes de ce groupe d'âge, pour atteindre un sommet de 87,0 % (+0,5 point de pourcentage comparativement à 2016). Le taux d'activité des personnes de 55 ans et plus a poursuivi sa tendance à la hausse prolongée, laquelle est attribuable au vieillissement de la population ainsi qu'à d'autres facteurs sociaux et économiques.

Graphique 2
Taux de chômage, Canada, janvier 2007 à décembre 2017, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0087.

3. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel (282-0087). Il s'agit du « taux le plus bas » depuis janvier 1976, soit au moment où des données comparables sont devenues disponibles.
4. OCDE (2018). Taux de chômage harmonisés (HUR) (indicateur). doi: 10.1787/de6758ad-fr (consulté le 4 avril 2018), https://data.oecd.org/fr/unemp/taux-de-chomage-harmonises-hur.htm.
5. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).

Le nombre de prestataires d'assurance-emploi diminue, alors que le nombre de postes vacants augmente

En 2017, 529 700 personnes touchaient des prestations d'assurance-emploi régulières, ce qui représente une diminution de 6,0 % par rapport à 2016[6]. Cette baisse fait suite à deux années de croissance. Les baisses les plus marquées ont été observées en Alberta et au Québec, tandis que Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la hausse la plus prononcée du nombre de prestataires.

Parallèlement, le nombre de postes vacants a augmenté chez les employeurs : le nombre moyen de postes vacants au cours des quatre trimestres de 2017 a augmenté de 18,2 % comparativement à la moyenne de 2016[7]. Le taux moyen de postes vacants, c.-à-d. le nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de tous les postes occupés et vacants, au cours des quatre trimestres de 2017 s'est établi à 2,8 %, soit une hausse par rapport au taux moyen de 2,4 % en 2016.

Le ratio chômeurs-postes vacants, soit le nombre de chômeurs divisé par le nombre de postes vacants, a diminué en 2017[8] pour s'établir à 2,8 chômeurs pour chaque poste vacant (par rapport à 3,6 en 2016)[9]. Cette baisse est attribuable à une combinaison de la diminution du nombre de chômeurs et de l'augmentation du nombre de postes vacants déclarés par les employeurs.

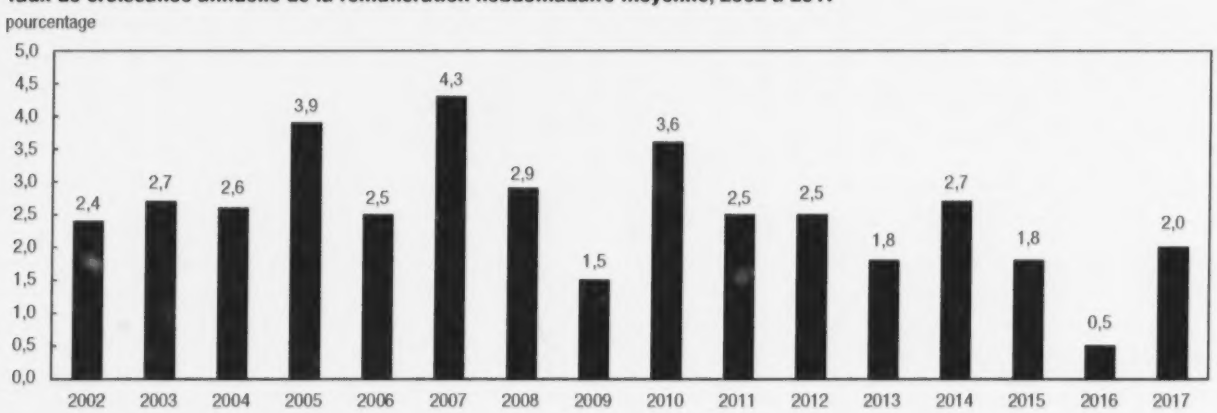
La rémunération hebdomadaire moyenne augmente dans presque toutes les provinces

Après avoir inscrit le plus bas taux de croissance annuel jamais enregistré, soit 0,5 % en 2016, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a augmenté de 2,0 % pour atteindre 976 $ en 2017[10]. Ce taux de croissance est similaire à celui qui a été enregistré en 2015 (+1,8 %). La rémunération hebdomadaire moyenne a connu une tendance à la hausse au cours de la deuxième moitié de 2017. À titre de comparaison, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a connu une hausse annuelle moyenne de 1,6 % en 2017[11].

En général, la variation de la rémunération hebdomadaire s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine.

6. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
7. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
8. Ce ratio est souvent utilisé pour décrire une tension plus forte ou plus faible du marché de l'emploi. Des valeurs inférieures de ce ratio signifient un nombre inférieur de chômeurs par poste vacant et éventuellement une plus grande facilité pour eux à trouver un nouvel emploi, ce qui laisse entrevoir un marché de l'emploi sous forte tension. À l'inverse, des valeurs supérieures de ce ratio signifient un nombre supérieur de chômeurs par poste vacant et éventuellement une plus grande difficulté pour eux à trouver un nouvel emploi, ce qui suggère un marché de l'emploi montrant des signes de relâchement des tensions. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter l'article intitulé « Établir le lien entre l'offre et la demande de main-d'œuvre : le chômage et les postes vacants », *Regards sur la société canadienne* (75-006-X), http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2017001/article/54878-fra.htm.
9. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002); et Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
10. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).
11. Indice des prix à la consommation (IPC), annuel (2002=100), (326-0021).

Graphique 3
Taux de croissance annuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne, 2002 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau CANSIM 281-0027.

La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté dans presque toutes les provinces et, dans la majorité des cas, le taux de croissance était plus élevé en 2017 qu'en 2016. La rémunération hebdomadaire moyenne a connu une croissance supérieure à la moyenne nationale au Québec (+2,8 % pour atteindre 903 $), en Colombie-Britannique (+2,5 % pour s'établir à 943 $), au Manitoba (+2,5 % pour atteindre 911 $) et en Saskatchewan (+2,2 % pour se chiffrer à 1 010 $)[12].

L'Alberta a enregistré la variation du taux de croissance la plus marquée par rapport à 2016, la rémunération hebdomadaire moyenne ayant augmenté de 1,0 % dans la province pour s'établir à 1 130 $ en 2017, après avoir diminué de 2,4 % en 2016. À l'Île-du-Prince-Édouard, la rémunération hebdomadaire moyenne a peu varié en 2017.

Le nombre d'heures suit une tendance à la hausse chez les salariés rémunérés à l'heure et demeure stable chez les employés à salaire fixe

Après avoir connu une tendance à la baisse tout au long de 2016 et avoir atteint un creux récent en avril 2017, le nombre moyen d'heures de travail des salariés rémunérés à l'heure (qui représentent environ 60 % de l'emploi salarié non agricole) a connu une tendance à la hausse pendant la majeure partie de 2017[13]. Toutefois, sur une base annuelle, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a peu varié, passant de 30,2 heures par semaine en 2016 à 30,1 heures par semaine en 2017.

Chez les employés à salaire fixe, la semaine de travail normale a aussi peu varié en 2017 pour se chiffrer à 36,9 heures par semaine de travail en moyenne. La semaine normale de travail des employés à salaire fixe oscille autour de ce niveau depuis 2009.

L'emploi augmente dans les secteurs de la production de biens et des services

La plus grande partie de la croissance de l'emploi salarié non agricole en 2017 est attribuable au secteur des services, où le nombre d'emplois salariés a augmenté de 219 900 (+1,7 %). Il s'agit de la hausse en niveau la plus forte depuis 2008[14]. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a contribué le plus à cette croissance.

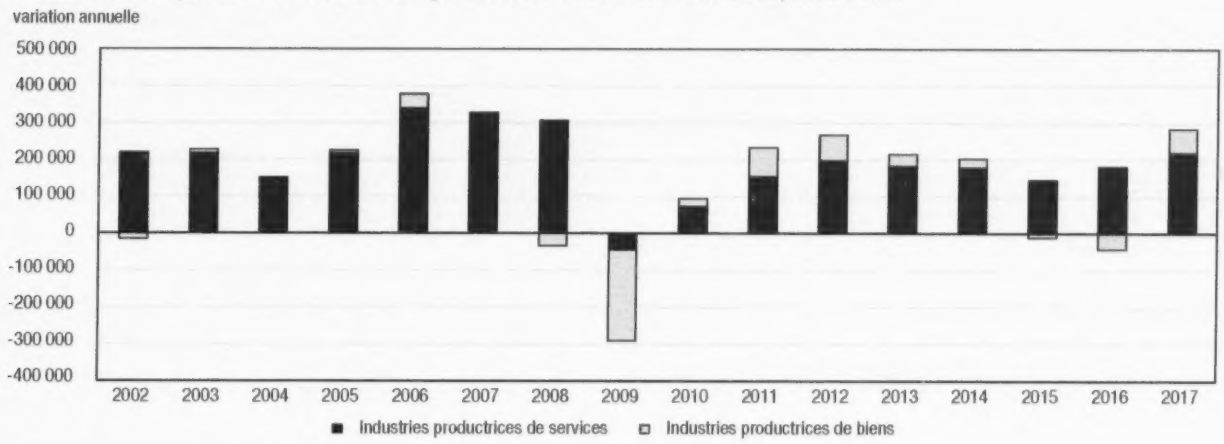
12. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).
13. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi, rémunération horaire et hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire), et les heures hebdomadaires moyennes pour l'ensemble des industries excluant les entreprises non classifiées, désaisonnalisées, mensuel (281-0049).
14. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0024).

L'emploi a également augmenté de manière notable dans les services d'hébergement et de restauration, dans les services professionnels scientifiques et techniques et dans les services d'enseignement.

La croissance de l'emploi salarié dans le secteur des services a généralement dépassé celle du secteur de la production de biens au cours de la dernière décennie, sauf pendant une courte période entre 2010 et 2012, lorsque le secteur de la production de biens s'est accru à un rythme plus rapide, surtout en raison de la hausse observée dans le secteur des ressources naturelles et dans celui de la construction.

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la production de biens a augmenté de 64 400 (+2,3 %) en 2017, à la suite de deux années consécutives de baisse. Cette hausse est principalement attribuable aux secteurs de la fabrication et de la construction. L'emploi dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a connu une légère reprise.

Graphique 4
Variation de l'emploi salarié des industries productrices de services et de biens, 2002 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau CANSIM 281-0024.

Le nombre d'emplois dans les soins de santé et l'assistance sociale continue d'augmenter

Pour la quatrième année consécutive, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a contribué le plus à la croissance du nombre d'emplois salariés, en hausse de 39 600 (+2,1 %) en 2017. Cette augmentation porte le nombre total d'employés dans ce secteur à 1,9 million et en fait le deuxième secteur d'emploi par importance (derrière le commerce de détail, qui compte 2,0 millions d'employés).

La plus forte augmentation de l'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a été enregistrée en Ontario (+14 600 ou +2,1 %), suivie, dans une moindre mesure, du Québec (+8 400 ou +1,9 %), ce qui reflète la taille de leur population. Toutefois, le taux de croissance de l'emploi a dépassé la moyenne nationale au Manitoba (+3,2 % ou +2 900), en Colombie-Britannique (+2,7 % ou +6 900) et en Alberta (+2,6 % ou +4 900).

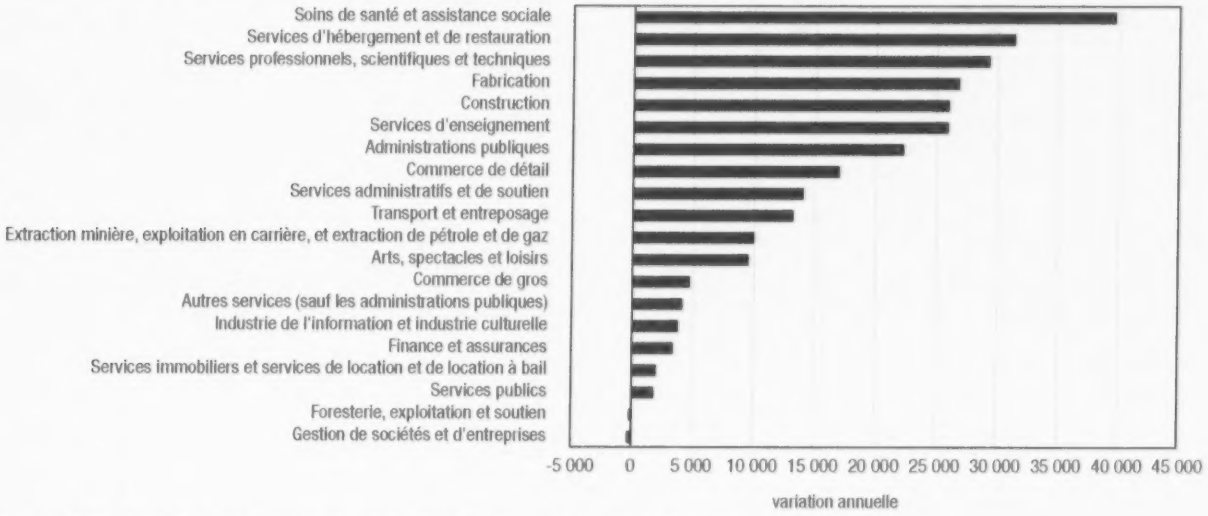
À l'échelle nationale, l'augmentation dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale s'est répartie entre plusieurs industries, à savoir les hôpitaux de médecine générale et de chirurgie, les services individuels et familiaux ainsi que les établissements communautaires de soins pour personnes âgées. L'emploi dans les établissements communautaires de soins pour personnes âgées a plus que doublé depuis 2006, ce qui reflète les besoins d'une population vieillissante. Le nombre de personnes de 65 ans et plus a augmenté de 36,9 % entre 2006 et 2016[15].

15. Statistique Canada. 2017. Âge et sexe - Faits saillants en tableaux. Recensement de 2016. Produit n° 98-402-X2016002 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 3 mai 2017 (consulté le 13 avril 2018), http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/as/index-fra.cfm.

Le ratio chômeurs-postes vacants dans les soins de santé et l'assistance sociale s'est chiffré à 0,9 en 2017, ce qui signifie que le nombre de postes vacants dépasse celui des chômeurs dont le dernier emploi était dans ce secteur[16].

La rémunération hebdomadaire moyenne dans ce secteur s'est établie à 889 $ en 2017, soit une hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Même si la rémunération moyenne dans ce secteur était légèrement inférieure à la moyenne nationale, elle variait beaucoup d'une industrie à l'autre : les employés des cabinets de médecins ont gagné en moyenne 1 152 $ par semaine, tandis que les employés des services de soins de santé à domicile ont gagné 675 $ en moyenne par semaine. La plupart de la croissance enregistrée en 2017 est survenue en raison de la hausse observée dans la plus grande industrie, c'est-à-dire les hôpitaux généraux et les hôpitaux de soins chirurgicaux[17].

Graphique 5
Variation de l'emploi salarié selon le secteur, 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau CANSIM 281-0024.

L'emploi progresse dans la restauration

L'emploi dans les services d'hébergement et de restauration a augmenté de 31 400 (+2,5 %) en 2017, et plus de la moitié de la croissance s'est produite en Ontario (+19 500 ou +4,2 %). La hausse a été presque entièrement enregistrée dans les restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint, alors qu'une augmentation moins prononcée a été observée dans l'hébergement des voyageurs. Le taux de croissance de l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration a dépassé le taux de croissance moyen de l'ensemble des secteurs à chaque année depuis 2011. Au total, ce secteur comptait 1,3 million d'employés en 2017.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans les services d'hébergement et de restauration était la plus faible parmi l'ensemble des secteurs, s'établissant à 383 $ par semaine. Cela dit, la rémunération a augmenté de 3,4 % par rapport à 2016, dépassant ainsi le taux de croissance moyen à l'échelle nationale. Ce secteur a enregistré, en

16. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0008); et Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (285-0002). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
17. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).

moyenne, le deuxième taux de postes vacants en importance de tous les secteurs au cours des quatre trimestres de 2017, lequel a augmenté de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 4,5 %[18]. Cela est en partie attribuable au degré élevé de roulement du personnel dans ce secteur.

Les emplois dans le secteur des technologies augmentent à un rythme rapide

Parmi les secteurs qui ont connu une croissance rapide en 2017 figure celui des services professionnels, scientifiques et techniques, où la croissance s'est chiffrée à 3,4 %, soit 29 300 emplois salariés de plus. Il s'agit de la croissance la plus forte dans ce secteur depuis 2008. Le nombre total d'employés dans ce secteur s'est chiffré à 892 000[19].

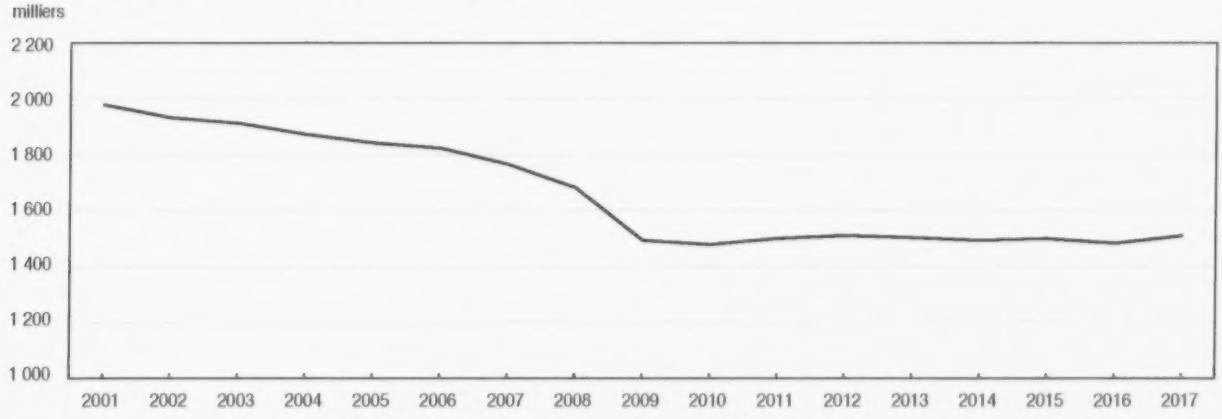
La croissance de l'emploi dans les services professionnels, scientifiques et techniques s'est presque entièrement concentrée en Ontario (+14 100 ou +3,8 %) et au Québec (+10 600 ou +5,7 %). La rémunération hebdomadaire moyenne dans ce secteur s'est chiffrée à 1 347 $ (+2,3 %). Le taux de postes vacants était relativement élevé dans ce secteur, soit 3,1 % en moyenne en 2017, ce qui correspond au taux observé en 2016[20].

La majeure partie de la croissance de l'emploi dans ce secteur a été observée dans l'industrie de la conception de systèmes informatiques et des services connexes, qui a enregistré une hausse de 19 100 emplois (+9,2 %). La rémunération hebdomadaire moyenne dans cette industrie hautement spécialisée et à rémunération élevée s'est établie à 1 577 $ (en hausse de 2,9 % par rapport à 2016)[21].

La fabrication enregistre sa croissance la plus prononcée depuis plus d'une décennie

En 2017, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la fabrication a augmenté de 26 800 (+1,8 %), soit la croissance la plus forte depuis 2001, année où des données comparables sont devenues disponibles. Au total, le secteur comptait 1,5 million d'employés, ce qui en fait le troisième secteur en importance au chapitre de l'emploi. Toutefois, malgré les hausses récentes, le nombre d'employés salariés dans le secteur de la fabrication a diminué de près d'un demi-million comparativement à 2001.

Graphique 6
Emploi salarié dans le secteur de la fabrication, 2001 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau CANSIM 281-0024.

18. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (285-0002). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
19. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).
20. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (285-0002). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
21. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).

La hausse enregistrée en 2017 s'est répartie dans plusieurs sous-secteurs, et les hausses les plus fortes ont été observées dans la fabrication d'aliments ainsi que dans la fabrication de boissons et de produits du tabac (+5 400 ou +2,4 % et +4 200 ou +11,2 %). La fabrication de matériel de transport a aussi contribué à la hausse (+3 800 ou +2,0 %), et plus particulièrement la fabrication de pièces pour véhicules automobiles et la fabrication de carrosseries et de remorques de véhicules automobiles.

La croissance dans le secteur de la fabrication est principalement survenue au Québec (+12 000 ou +3,0 %) et en Ontario (+8 400 ou +1,3 %). Dans une moindre mesure, l'emploi a aussi augmenté en Colombie-Britannique et en Alberta. Parallèlement, l'emploi dans la fabrication a diminué de 1 900 (-15,6 %) à Terre-Neuve-et-Labrador, principalement dans la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer.

La rémunération hebdomadaire dans le secteur de la fabrication s'est chiffrée à 1 097 $ en moyenne par semaine en 2017, soit un niveau pratiquement inchangé par rapport en 2016. Le taux de postes vacants dans la fabrication était de 2,5 % en moyenne en 2017, en deçà du taux national pour tous les secteurs[22].

La croissance de l'emploi coïncide avec une tendance à la hausse des ventes dans le secteur de la fabrication, lesquelles ont augmenté de 3,3 % en 2017, soit le rythme de croissance annuelle le plus élevé depuis 2010[23].

L'emploi dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz remonte après deux années de baisse

L'emploi dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de 10 000 (+5,2 %) en 2017[24], après deux années consécutives de baisse qui se sont traduites par un recul de l'emploi salarié de 18,1 % dans le secteur de 2014 à 2016. La majeure partie de la diminution enregistrée au cours de cette période découle de la baisse des prix mondiaux du pétrole, et les employés de l'Alberta avaient été les plus touchés par cette variation.

En 2017, un peu moins de la moitié de l'augmentation dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz s'est produite en Alberta (+4 700 ou +4,8 %). La hausse dans la province est attribuable aux « activités de soutien », qui comprennent des professions comme celles des foreurs et foreuses et du personnel de mise à l'essai et des autres services reliés à l'extraction de pétrole et de gaz. Ce sous-secteur a connu la plus forte baisse de l'emploi à la suite du choc des prix du pétrole et, malgré la récente augmentation, il se situe toujours en deçà du sommet atteint en 2014. L'emploi dans le sous-secteur à rémunération plus élevée de l'extraction de pétrole et de gaz a poursuivi sa tendance à la baisse en 2017.

D'autres hausses ont par ailleurs été observées dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz en Colombie-Britannique (+1 600 ou +9,0 %), au Québec (+1 400 ou +8,5 %) et en Ontario (+1 200 ou +5,0 %). Dans ces provinces, la hausse s'est surtout concentrée dans l'extraction de minerais métalliques.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'emploi dans le secteur était pratiquement inchangé en 2017. Cela contraste avec la croissance notable enregistrée de 2007 à 2014, période au cours de laquelle l'emploi dans le secteur a augmenté en moyenne de 8,4 % sous l'effet des activités d'exploration et des investissements pétroliers dans la province.

En moyenne, le taux de postes vacants en 2017 dans le secteur s'est établi à 2,3 %, ce qui constitue un taux relativement près de la moyenne canadienne et une hausse par rapport au taux de 1,2 % enregistré en 2016[25].

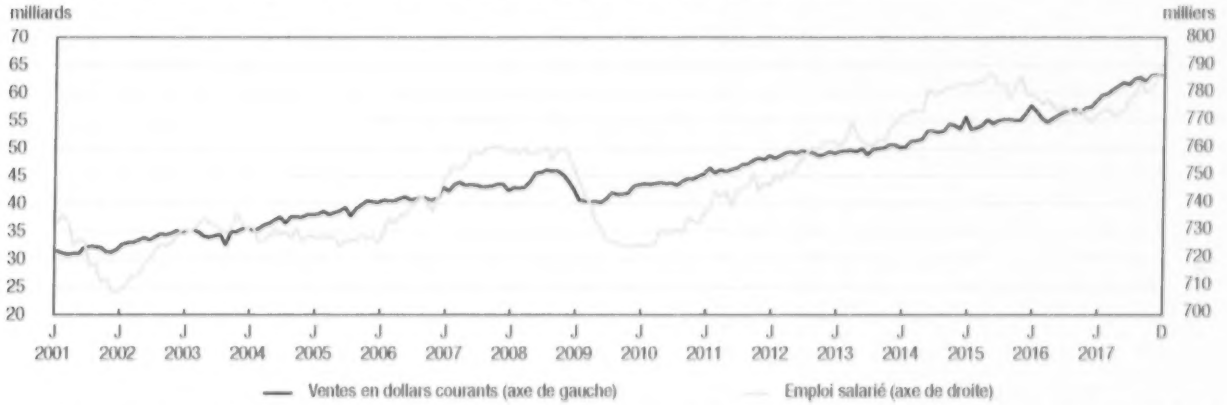
22. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (285-0002). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
23. Valeur réelle des ventes, des commandes, des stocks possédés et le ratio des stocks aux ventes des industries manufacturières, en dollars de 2007, désaisonnalisées, mensuel (377-0009). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
24. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0024).
25. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (285-0002). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.

Le commerce de gros enregistre la croissance la plus forte de la rémunération hebdomadaire moyenne

Parmi l'ensemble des secteurs, c'est dans le commerce de gros et dans la finance et les assurances que la rémunération a le plus augmenté.

Dans le commerce de gros, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 4,1 %, pour atteindre 1 203 $, et la hausse la plus forte a été observée chez les grossistes de machines, de matériel et de fournitures. Le nombre d'employés salariés dans le secteur a suivi une tendance à la hausse pendant la majeure partie de 2017, laquelle coïncide avec une augmentation des ventes dans le secteur[26]. À l'échelle provinciale, l'Ontario a contribué le plus à la croissance de la rémunération dans ce secteur.

Graphique 7
Commerce de gros, ventes et emploi salarié, janvier 2001 à décembre 2017, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, tableau CANSIM 281-0047 et Enquête mensuelle sur le commerce de gros, tableau CANSIM 081-0011.

Dans la finance et les assurances, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,7 % pour s'établir à 1 307 $ en 2017, la hausse s'étant concentrée dans l'intermédiation financière et les activités connexes. Bien qu'il s'agisse d'un secteur plus petit, le secteur de la finance et des assurances était parmi les secteurs ayant contribué le plus à la croissance globale de la rémunération.

Le taux de croissance est plus élevé chez les employés du secteur public que chez les employés du secteur privé et les travailleurs autonomes

Le nombre d'employés du secteur public[27] a augmenté de 94 000 (+2,6 %) en 2017, ce qui représente l'augmentation annuelle la plus élevée et la plus rapide depuis 2008. Dans le secteur privé, le nombre d'employés a augmenté de 206 000 (+1,8 %), après deux années de croissance inférieure à 1,0 %[28].

Le nombre de travailleurs autonomes a augmenté en 2017 (+37 000 ou +1,3 %), après une croissance plus lente en 2016 et une croissance équivalente en 2015. L'augmentation est attribuable aux travailleurs autonomes qui sont constitués en société mais qui n'ont aucun personnel salarié.

26. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi et rémunération hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire) pour l'ensemble des salariés, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, Canada, désaisonnalisées, mensuel (281-0047); et Commerce de gros, ventes selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (081-0011).
27. Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales, municipales, les ordres d'administration des Premières Nations et des autres groupes autochtones, ainsi que les sociétés d'État, les régies des alcools et les autres institutions gouvernementales comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques.
28. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la catégorie de travailleur, le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et le sexe, annuel (282-0012).

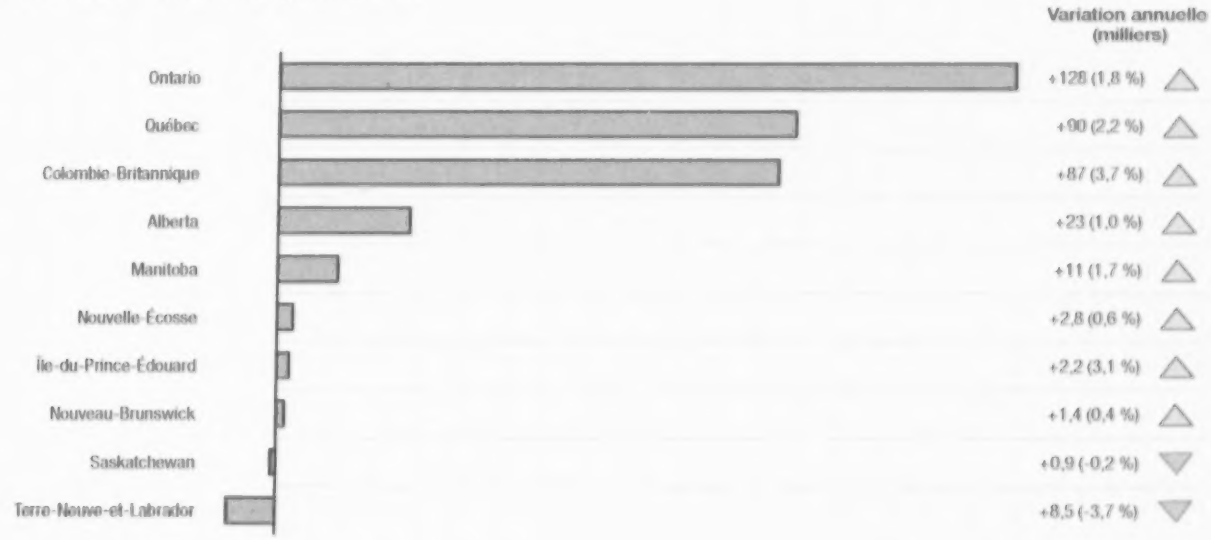
L'emploi augmente dans la plupart des provinces, tandis qu'il diminue à Terre-Neuve-et-Labrador

Depuis 2014, une légère inversion des tendances observées plus tôt au cours des années 2000 se dessine. L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique sont les principaux moteurs de la croissance de l'emploi, tandis que d'autres provinces comme l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador ont connu une baisse par rapport à la vigueur observée plus tôt au cours de cette période. En 2017, le taux de chômage a diminué dans la plupart des provinces, tandis qu'il a augmenté de manière notable à Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Ontario enregistre la plus forte hausse de l'emploi

L'augmentation de l'emploi en 2017 est principalement attribuable à l'Ontario, dont le nombre de personnes occupant un emploi a augmenté de 128 400 (+1,8 %), surtout dans le travail à temps plein (+106 100 ou +1,9 %)[29]. Il s'agit du taux de croissance de l'emploi le plus rapide dans la province depuis 2013. Le taux de chômage en Ontario s'est situé à 6,0 % en 2017, en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il s'agit du taux de chômage le plus bas dans la province depuis 2000.

Graphique 8
Variation de l'emploi selon la province, 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0002.

La croissance de l'emploi en Ontario s'est répartie dans plusieurs régions économiques, et les hausses les plus fortes ont été observées à Toronto (+69 700 ou +2,1 %), Hamilton–Niagara Peninsula (+28 700 ou +4,0 %), Kitchener–Waterloo–Barrie (+17 700 ou +2,5 %) et Muskoka-Kawarthas (+10 800 ou +6,3 %)[30].

À l'échelle des secteurs, la croissance la plus prononcée du nombre d'emplois salariés non agricoles dans la province a été enregistrée dans les services d'hébergement et de restauration (+19 500 ou +4,2 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+14 600 ou +2,1 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+14 100 ou +3,8 %)[31].

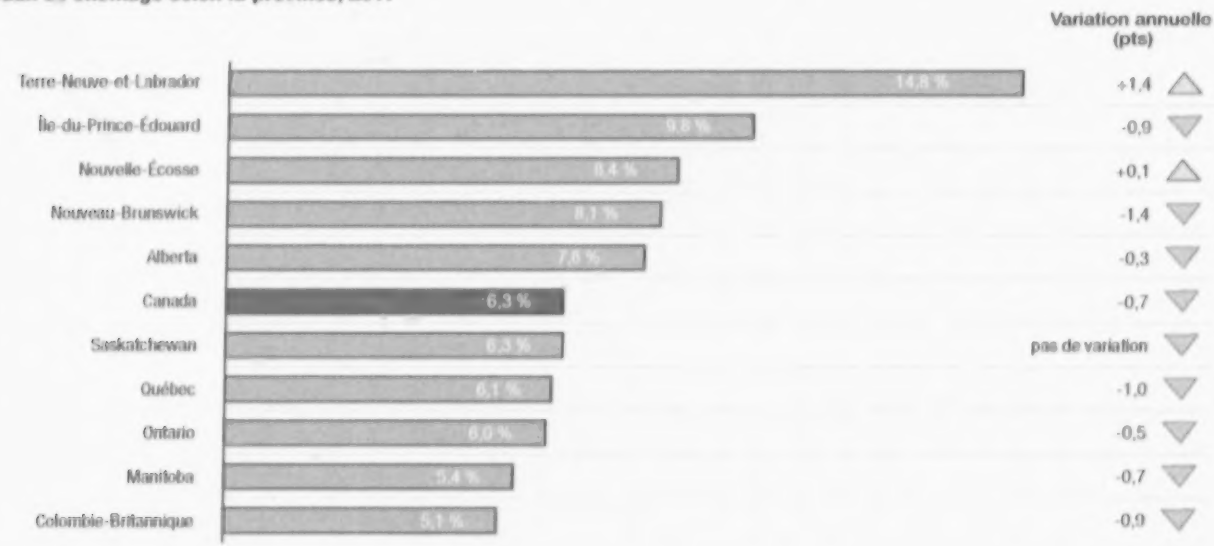
29. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
30. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la région économique basées sur les limites du Recensement de 2011 et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (282-0125).
31. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0024).

Le taux de postes vacants en Ontario s'est établi à 2,9 % en 2017, soit un taux semblable à la moyenne nationale. Il s'agit d'une légère hausse par rapport au taux de 2,6 % observé en 2016[32]. Le nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi régulières en Ontario s'est chiffré à 133 500, en baisse de 4,6 % par rapport à 2016[33].

La Colombie-Britannique enregistre le taux de croissance de l'emploi le plus rapide et le taux de chômage le plus bas

En 2017, la Colombie-Britannique a enregistré une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne (+3,7 % ou +87 300)[34]. Elle a aussi enregistré le taux de chômage le plus bas parmi l'ensemble des provinces, soit 5,1 % (en baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2016). La majeure partie de l'augmentation de l'emploi en Colombie-Britannique s'est produite dans la région économique du Lower Mainland–Sud-ouest (+49 200 ou +3,2 %), mais elle était aussi répartie dans plusieurs petites régions, et particulièrement dans l'Île de Vancouver et la côte (+20 100 ou +5,5 %)[35].

Graphique 9
Taux de chômage selon la province, 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0002.

Les hausses les plus fortes du nombre d'emplois salariés ont été enregistrées dans les services d'hébergement et de restauration (+9 400 ou +4,2 %), dans la construction (+7 100 ou +4,9 %) et dans les soins de santé et l'assistance sociale (+6 900 ou +2,7 %)[36].

32. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
33. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
34. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
35. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la région économique basées sur les limites du Recensement de 2011 et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (282-0125).
36. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0024).

La rémunération moyenne dans la province s'est accrue de 2,5 % pour atteindre 943 $ par semaine en 2017. Parallèlement, la Colombie-Britannique a enregistré le taux de postes vacants le plus élevé de l'ensemble des provinces, soit 3,8 % en moyenne pour 2017[37]. Le nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi régulières a diminué de 7,7 %[38].

Le Québec enregistre des tendances marquées sur le marché du travail

Le Québec a inscrit des tendances favorables sur le marché du travail en 2017, sous l'effet d'une croissance de l'emploi de 90 200 (+2,2 %), soit la hausse en niveau la plus forte depuis 2007[39]. La majeure partie de la hausse a été observée dans le travail à temps plein (+65 400 ou +2,0 %). Parallèlement, le taux de chômage annuel a diminué de 1,0 point de pourcentage pour s'établir à 6,1 %. Le taux de chômage au Québec a connu une tendance à la baisse au cours des deux dernières années, atteignant 5,0 % en décembre 2017, soit le plus bas taux observé depuis que des données comparables sont disponibles, c.-à-d. depuis janvier 1976[40].

L'essentiel de la croissance de l'emploi au Québec a eu lieu dans les régions économiques de Montréal (+38 900 ou +3,9 %) et de la Montérégie (+32 300 ou +4,2 %)[41]. À l'échelle des secteurs, la croissance du nombre d'emplois salariés s'est répartie dans la majorité des secteurs, et les hausses les plus marquées ont été notées dans la fabrication (+12 000 ou +3,0 %) ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+10 600 ou +5,7 %)[42].

D'autres indicateurs ont révélé des tendances positives semblables; en 2017, le taux de croissance de la rémunération a dépassé la moyenne nationale pour se situer à 2,8 % (ce qui porte la rémunération hebdomadaire moyenne à 903 $), en raison surtout de la hausse de la rémunération dans plusieurs secteurs, notamment dans les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques. Le taux de postes vacants a progressé de 0,5 point de pourcentage pour se situer à 2,4 % en moyenne en 2017[43]. Le nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi régulières a diminué, en baisse de 8,6 % pour s'établir à 129 900, soit le niveau le plus bas jamais enregistré dans la province[44].

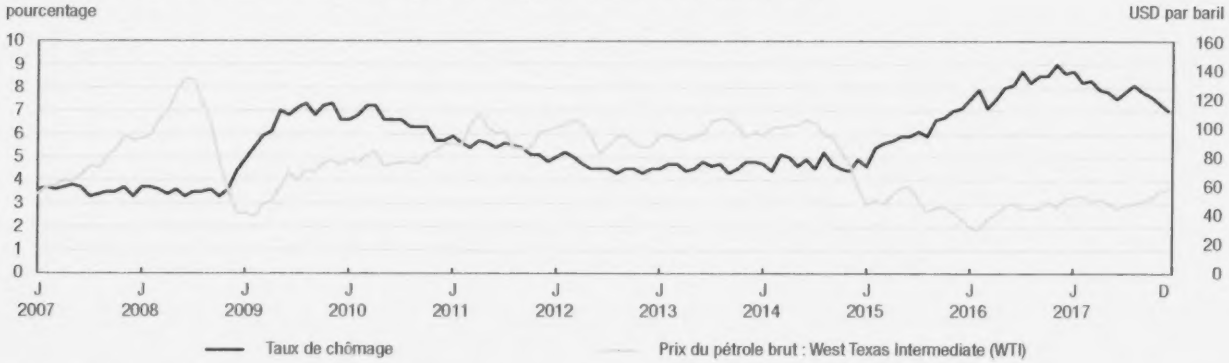
Le niveau de l'emploi et le taux de chômage en Alberta ne se sont pas entièrement rétablis

En Alberta, l'emploi a progressé de 23 100 (+1,0 %) en 2017, et la totalité de la hausse est attribuable à une augmentation du travail à temps plein[45]. Cette progression fait suite à la baisse observée en 2016, qui s'explique principalement par le choc des prix du pétrole qui a débuté à l'automne de 2014. L'emploi total en 2017 est demeuré à un niveau légèrement inférieur au sommet observé en 2015. Le rythme de croissance de l'emploi observé en 2017, 1,0 %, était plus faible que le taux de croissance annuel moyen de 3,0 % observé de 2011 à 2014.

Tandis que le taux de chômage en Alberta a suivi une tendance à la baisse en 2017, s'établissant à 7,0 % en décembre (en baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à 12 mois plus tôt), il est demeuré considérablement plus élevé que le taux de 4,4 % observé en novembre 2014, avant que le taux de chômage ne commence à augmenter fortement en raison de la baisse des prix mondiaux du pétrole[46]. Sur une base annuelle, le taux de chômage dans la province était de 7,8 % en 2017[47].

37. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
38. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
39. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
40. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel (282-0087).
41. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la région économique basées sur les limites du Recensement de 2011 et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (282-0125).
42. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0024).
43. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
44. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile. Il s'agit du «niveau le plus bas» depuis 1997, soit au moment où des données comparables sont devenues disponibles.
45. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
46. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel (282-0087).
47. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).

Graphique 10
Taux de chômage en Alberta vs le prix du pétrole brut, janvier 2007 à décembre 2017



Note : Les données de l'Enquête sur la population active sont désaisonnalisées.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0087 et l'Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis.

Le taux de postes vacants en Alberta s'est établi à 2,5 % en moyenne en 2017; ce taux est légèrement inférieur au taux national, mais il représente une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2016[48]. Après deux années de hausse, le nombre de personnes ayant reçu des prestations régulières d'assurance-emploi a diminué de 13 500 (-15,8 %) en Alberta. En 2017, ce nombre était tout de même plus de deux fois supérieur au nombre observé en 2014, en raison du choc occasionné par la baisse des prix du pétrole et des changements apportés en 2016 au programme de l'assurance-emploi[49].

En 2017, le nombre d'emplois salariés non agricoles en Alberta a surtout augmenté dans les soins de santé et l'assistance sociale (+4 900 ou +2,6 %), les services d'enseignement (+4 900 ou +3,5 %) ainsi que l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (+4 700 ou +4.8%)[50]. Parallèlement, plusieurs secteurs ont connu des baisses, et les plus marquées ont été enregistrées dans les services d'hébergement et de restauration (-3 200 ou -1,9%), la gestion de sociétés et d'entreprises (-2 100 ou -12,2%), et les services professionnels, scientifiques et techniques (-1 500 ou -1,2%).

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés en Alberta était la plus élevée parmi les provinces, s'établissant à 1 130 $, ce qui représente une augmentation de 1,0 % en 2017. Ce taux de croissance est inférieur à la moyenne nationale, mais il fait suite à une baisse de 2,4 % en 2016. La diminution observée en 2016 était attribuable en grande partie à la diminution du nombre d'employés dans les secteurs bien rémunérés liés à l'énergie, comme l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz.

Terre-Neuve-et-Labrador connaît une baisse de l'emploi et une augmentation du taux de chômage

Une baisse notable de l'emploi a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador en 2017[51]. L'emploi total a diminué de 8 500 (-3,7 %), ce qui représente la diminution annuelle la plus marquée depuis 1992. La majeure partie de la baisse a été observée dans la région économique Avalon Peninsula (-6 700 ou -4,8 %)[52]. La baisse de l'emploi dans la province a été observée dans plusieurs secteurs, et la baisse la plus prononcée a été enregistrée dans la fabrication (-1 900 ou -15,6 %) — particulièrement dans la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer[53].

48. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
49. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
50. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).
51. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
52. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la région économique basées sur les limites du Recensement de 2011 et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (282-0125).
53. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).

Parallèlement, le taux de chômage annuel à Terre-Neuve-et-Labrador a augmenté de 1,4 point de pourcentage pour atteindre 14,8 %, soit le taux le plus élevé depuis 2009[54]. Le taux de chômage à Terre-Neuve-et-Labrador suit une tendance à la hausse depuis 2013.

Le taux de postes vacants le plus bas parmi les provinces a été observé à Terre-Neuve-et-Labrador (1,7 % en moyenne au cours des quatre trimestres de 2017). Pour chaque poste vacant dans la province, il y avait 11,1 chômeurs, soit le ratio le plus élevé au Canada[55]. Il y avait un nombre élevé de chômeurs dont le dernier emploi était dans la catégorie professionnelle des métiers, du transport, de la machinerie et des domaines apparentés, tandis qu'il y avait relativement peu de postes vacants pour ces professions[56].

Terre-Neuve-et-Labrador a affiché la plus forte augmentation du nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi régulières parmi les provinces en 2017, ce nombre ayant augmenté de 6,2 % pour s'établir à 38 600[57]. Parallèlement, la rémunération moyenne dans la province a été relativement élevée en 2017 : elle s'est établie à 1 035 $ par semaine, en hausse de 1,7 %, principalement en raison d'une proportion plus élevée d'employés dans les soins de santé et l'assistance sociale[58].

L'emploi a peu varié dans deux des autres provinces de l'Atlantique, la Nouvelle-Écosse (+2 800 ou +0,6 %) et le Nouveau-Brunswick (+1 400 ou +0,4 %), tandis qu'il a augmenté à un rythme rapide à l'Île-du-Prince-Édouard (+3,1 % ou +2 200)[59].

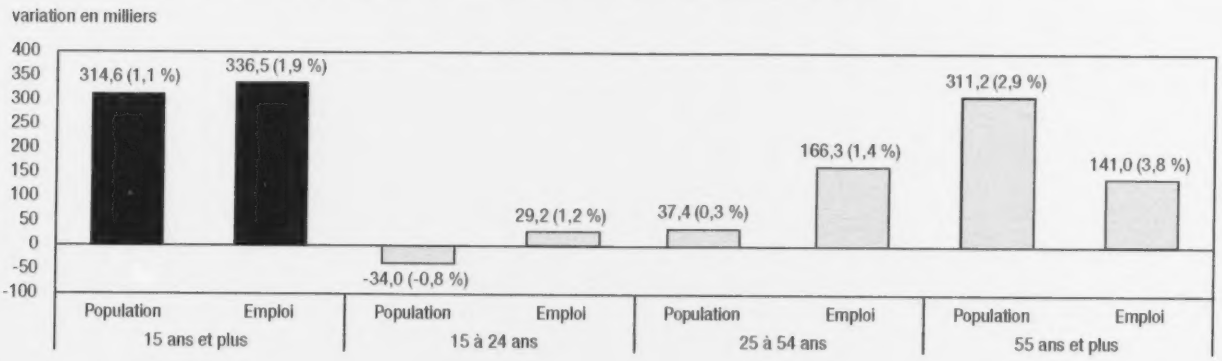
L'emploi connaît une croissance plus rapide que la population pour tous les groupes démographiques

Progression notable de l'emploi à temps plein pour les travailleurs du principal groupe d'âge actif

Le taux de croissance de l'emploi a dépassé le taux de croissance de la population pour tous les principaux groupes démographiques en 2017. Plus particulièrement, la population du principal groupe d'âge actif a connu une progression de l'emploi de 166 000 (+1,4 %), soit le taux de croissance le plus élevé pour ce groupe d'âge depuis 2000 et un changement marqué par rapport à la croissance presque nulle observée de 2013 à 2016. Parallèlement, la population du principal groupe d'âge actif a augmenté de seulement 0,3 %. Dans ce groupe d'âge, l'emploi a progressé au même rythme autant pour les hommes que pour les femmes (+1,4 %). L'augmentation a été observée presque entièrement dans l'emploi à temps plein (+165 000 ou +1,6 %), tandis que l'emploi à temps partiel a été pratiquement inchangé.

54. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
55. Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la région économique, non désaisonnalisées, trimestriel (285-0001). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour les quatre trimestres.
56. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon la Classification nationale des professions (CNP) et le sexe, annuel (282-0142).
57. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
58. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (281-0027).
59. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).

Graphique 11
Taux de croissance de l'emploi et de la population selon le groupe d'âge, Canada, 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0002.

Le taux de chômage pour le principal groupe d'âge actif a diminué pour s'établir à 5,4 % (-0,6 point de pourcentage), ce qui représente le taux annuel le plus faible depuis 2008. La diminution observée est plus importante chez les hommes (-0,9 point de pourcentage, taux de chômage de 5,6 %) que chez les femmes (-0,2 point de pourcentage, taux de chômage de 5,2 %).

Après deux années d'augmentation, le nombre de prestataires d'assurance-emploi ayant touché des prestations régulières et faisant partie du principal groupe d'âge actif a diminué de 7,8 % (-29 000) en 2017[60]. La diminution a été plus rapide chez les hommes de ce groupe d'âge (-10,3 %) que chez les femmes (-3,5 %).

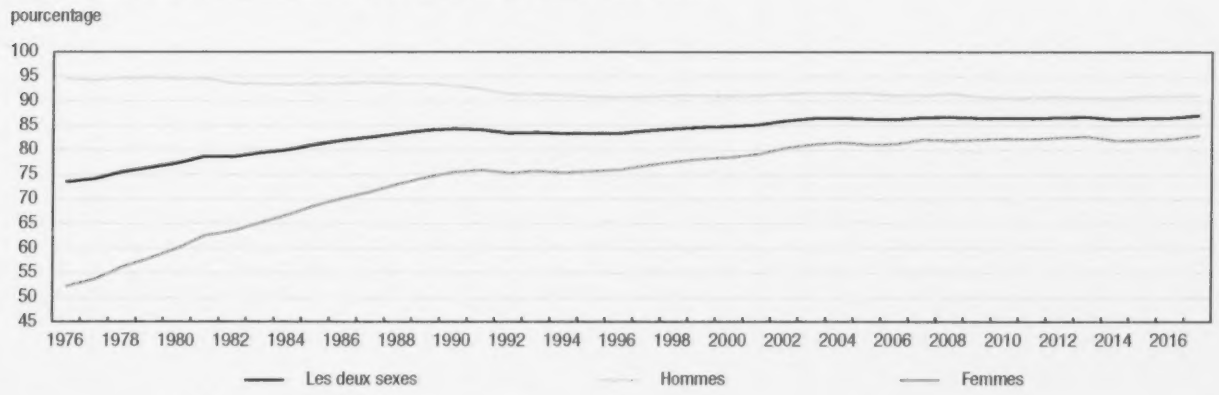
Le taux d'activité atteint un sommet pour le principal groupe d'âge actif, surtout en raison des femmes

Le taux d'activité pour le principal groupe d'âge actif a atteint le niveau le plus élevé depuis que des données comparables sont devenues disponibles, en 1976; il a augmenté de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 87,0 % en 2017[61]. L'augmentation s'explique par une plus grande activité des femmes de ce groupe d'âge sur le marché du travail — leur taux d'activité a augmenté de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 82,9 %, soit le taux le plus élevé jamais enregistré. Le taux d'activité des hommes du principal groupe d'âge actif a augmenté légèrement, pour s'établir à 91,1 % (+0,2 point de pourcentage).

C'est au Québec que le taux d'activité des femmes du principal groupe d'âge actif était le plus élevé (86,8 %), tandis que l'Ontario a connu le taux le plus faible (81,2 %). Une partie de cet écart pourrait s'expliquer par les coûts relativement plus bas des services de garde d'enfants au Québec[62].

60. Programme d'assurance-emploi (AE), prestataires selon la province, la catégorie métropolitaine de recensement, les prestations de revenu totales et régulières, les gains déclarés, le sexe et l'âge, non désaisonnalisées, mensuel (276-0033). Ces données sont calculées en utilisant la moyenne annuelle pour l'année civile.
61. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
62. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter l'article intitulé « Les femmes et le travail rémunéré », *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe* (89-503-X), http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2015001/article/14694-fra.htm.

Graphique 12
Taux d'activité des personnes de 25 à 54 ans selon le sexe, 1976 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0002.

Les professions qui connaissent la croissance la plus rapide sont la gestion pour les femmes et les professions de la santé pour les hommes

Le nombre de femmes travaillant dans les professions de la gestion a augmenté de 5,7 % (+32 000) en 2017, soit le taux de croissance annuel le plus élevé depuis 2004[63]. La croissance est attribuable aux femmes gestionnaires qui travaillent dans les services professionnels, scientifiques et techniques; dans la finance, les assurances, les services immobiliers et les services de location et de location à bail; dans les services d'enseignement et dans les soins de santé et l'assistance sociale[64].

La croissance du salaire horaire des femmes de cette catégorie professionnelle a été supérieure à la croissance du salaire moyen de l'ensemble des femmes au cours des trois dernières années. En 2017, le salaire horaire moyen des femmes travaillant dans les professions de la gestion a progressé de 4,1 %, soit quatre fois plus rapidement que le salaire de leurs homologues masculins (+1,0 %)[65].

L'emploi dans les professions de la gestion a aussi connu une forte croissance chez les hommes, à 6,7 % (+71 000)[66]. Le secteur de la santé était toutefois la catégorie professionnelle qui a connu la croissance la plus rapide chez les hommes, en hausse de 8,9 % (+23 000), soit le taux de croissance annuel le plus élevé depuis 1993. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse observée dans le grand groupe du personnel professionnel des soins de santé (à l'exception des soins infirmiers) et celui du personnel technique des soins de santé.

La tendance à la hausse de l'emploi se poursuit chez les travailleurs plus âgés

En 2017, l'emploi chez les 55 ans et plus a poursuivi sa tendance à la hausse prolongée, ayant augmenté de 141 000 (+3,8 %)[67]. La hausse a été légèrement plus marquée chez les femmes (+3,9 %) que chez les hommes (+3,6 %). Le taux de chômage chez les travailleurs plus âgés a diminué pour s'établir à 5,6 % (-0,4 point de pourcentage), soit le taux annuel le plus bas depuis 2008.

63. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon la Classification nationale des professions (CNP) et le sexe, annuel (282-0142).
64. Enquête sur la population active (EPA), totalisation personnalisée.
65. Enquête sur la population active (EPA), estimations du salaire des employés selon le genre de travail, la Classification nationale des professions (CNP), le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0152).
66. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon la Classification nationale des professions (CNP) et le sexe, annuel (282-0142).
67. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).

Le taux d'activité des femmes de 55 ans et plus sur le marché du travail a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 32,7 %, ce qui a porté le taux pour l'ensemble du groupe d'âge (+0,2 point de pourcentage pour atteindre 37,9 %) à son niveau le plus élevé depuis 1976. Chez les hommes plus âgés, le taux d'activité s'est maintenu à 43,5 % depuis 2015.

L'augmentation du taux d'activité et de l'emploi chez les adultes plus âgés s'explique en partie par le passage des baby-boomers à ce groupe d'âge. De nombreux facteurs peuvent expliquer les niveaux d'emploi plus élevés chez les Canadiens plus âgés, notamment des niveaux de scolarité plus élevés, des niveaux d'endettement accrus, des salaires plus élevés et des possibilités d'emploi plus favorables, une meilleure santé, et un marché du travail de plus en plus axé sur le secteur des services, qui nécessite moins de travail manuel. De plus, les femmes qui ont eu 55 ans au cours des dernières années ont eu au cours de leur vie un taux d'activité sur le marché du travail plus élevé que les cohortes antérieures; elles sont donc plus susceptibles de demeurer actives en vieillissant. Pour en savoir davantage sur l'incidence du vieillissement de la population sur le marché du travail, prière de consulter les études suivantes : « L'incidence du vieillissement de la population sur les taux d'activité du marché du travail » (http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2017001/article/14826-fra.htm) et « Les personnes âgées au travail au Canada » (http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016027/98-200-x2016027-fra.cfm).

Hausse de l'emploi à temps partiel et baisse du taux de chômage chez les jeunes

L'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans a progressé de 1,2 % (+29 000) en 2017, malgré une diminution de leur population de 0,8 %. Cette croissance est attribuable à une hausse chez les 15 à 19 ans (+2,3 %), alors que l'emploi a peu varié chez les 20 à 24 ans. Contrairement à la situation observée chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif, la hausse chez les jeunes est entièrement attribuable à l'emploi à temps partiel (+30 000 ou +2,5 %), tandis que l'emploi à temps plein est demeuré pratiquement inchangé. L'emploi a augmenté chez les jeunes hommes (+1,8 % ou +22 000) et a peu varié chez les jeunes femmes (+0,6 % ou +8 000).

Le taux d'activité des jeunes a connu peu de variation en 2017, s'établissant à 63,9 % en 2017, ce qui est en deçà du sommet de 67,3 % observé en 2008.

Les jeunes ont affiché le taux de chômage le plus élevé (11,6 %) parmi les principaux groupes démographiques, malgré une baisse de 1,5 point de pourcentage en 2017. Chez les jeunes hommes, le taux a diminué de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 13,3 %, soit le taux annuel le plus bas depuis 2008. Chez les jeunes femmes, le taux de chômage a diminué de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 9,9 %, soit le taux annuel le plus bas depuis 1989.

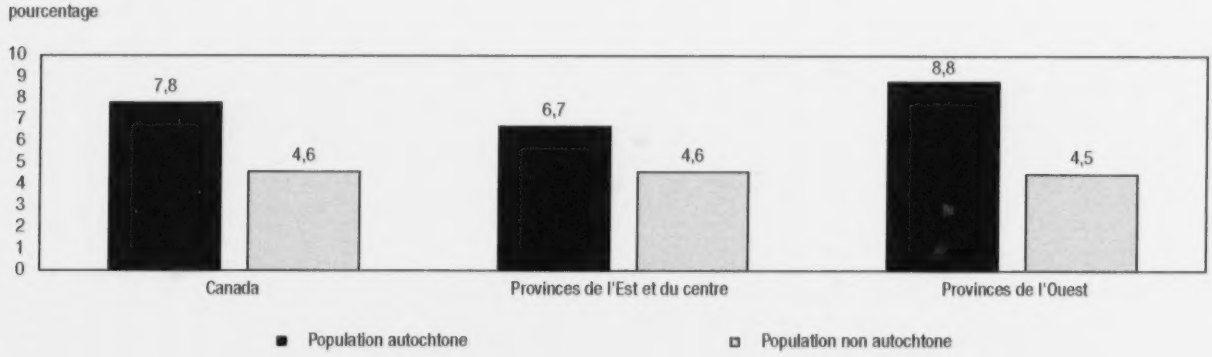
Le taux de chômage demeure plus élevé chez les Autochtones malgré une forte croissance de l'emploi

L'emploi a connu une croissance plus rapide chez les Autochtones (+5,2 % ou +26 900) que chez les non-Autochtones (+1,8 % ou +310 000) en 2017[68]. La croissance de l'emploi chez les Autochtones a été supérieure à la croissance de leur population en 2016 et en 2017, et elle était répartie parmi plusieurs secteurs d'activité, la croissance la plus marquée ayant été observée dans les services d'enseignement ainsi que dans le commerce de gros et le commerce de détail.

Le taux de chômage chez les Autochtones a diminué de 1,1 point de pourcentage en 2017 pour s'établir à 11,3 %, mais il est demeuré plus élevé que chez les non-Autochtones (6,2 %). Cet écart dans le taux de chômage était également observé parmi les personnes de 25 à 54 ans qui ont terminé des études postsecondaires. Le taux de chômage était de 7,8 % chez les Autochtones de ce groupe d'âge comparativement à 4,6 % pour les non-Autochtones[69]. Des variations ont été observées selon les régions du pays : le taux de chômage des Autochtones du principal groupe d'âge actif ayant terminé des études postsecondaires était plus élevé dans les provinces de l'Ouest (8,8 %) comparativement aux provinces de l'Est et aux provinces centrales (6,7 %).

68. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon le groupe autochtone, le Système de Classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0229).
69. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le groupe autochtone, le niveau de scolarité atteint et le groupe d'âge, Canada et certaines régions, annuel (282-0228).

Graphique 13
Taux de chômage des Autochtones et des non-Autochtones de 25 à 54 ans qui ont complété des études postsecondaires selon la région, 2017



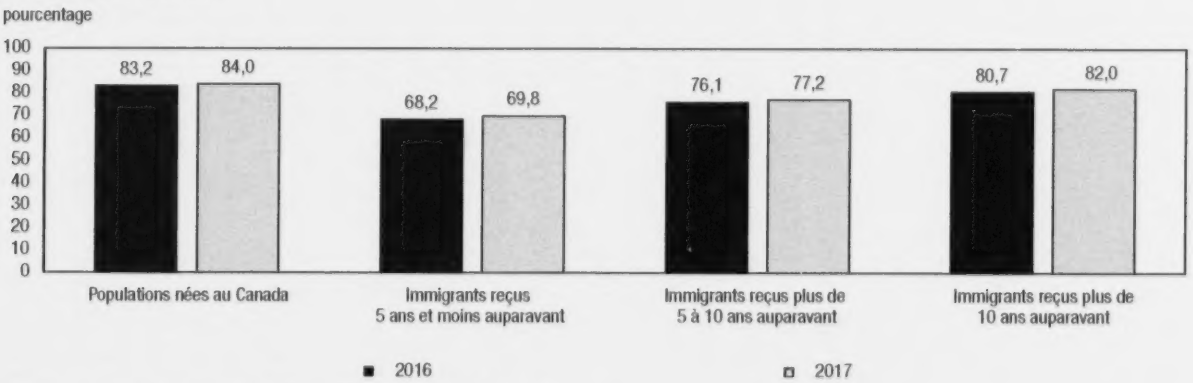
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0228.

Croissance de l'emploi chez les immigrants

La croissance de l'emploi chez les immigrants reçus a quelque peu ralenti pour s'établir à 2,7 % (+115 700) en 2017, après deux années de croissance supérieure à 4,0 %[70]. Le taux de chômage chez les immigrants a diminué de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 6,7 %, soit le taux annuel le plus bas depuis 2006, année où des données comparables sont devenues disponibles. Le taux de chômage chez les personnes nées au Canada était de 6,2 %. L'écart entre les immigrants et les personnes nées au Canada est inférieur à un point de pourcentage depuis 2015.

Parmi la population du principal groupe d'âge actif, le taux d'emploi était plus élevé chez les personnes nées au Canada, mais le taux s'est amélioré chez les immigrants. La hausse la plus forte a été observée chez les immigrants qui sont arrivés au Canada depuis 5 ans ou moins (+1,6 point de pourcentage). Le taux d'emploi pour les personnes nées au Canada a augmenté de 0,8 point de pourcentage.

Graphique 14
Taux d'emploi du principal groupe d'âge actif selon le statut d'immigrant et le nombre d'années écoulées depuis l'admission au Canada, 2016 et 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0104.

70. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le statut d'immigrant, le sexe et le groupe d'âge détaillé, Canada, annuel (282-0104).

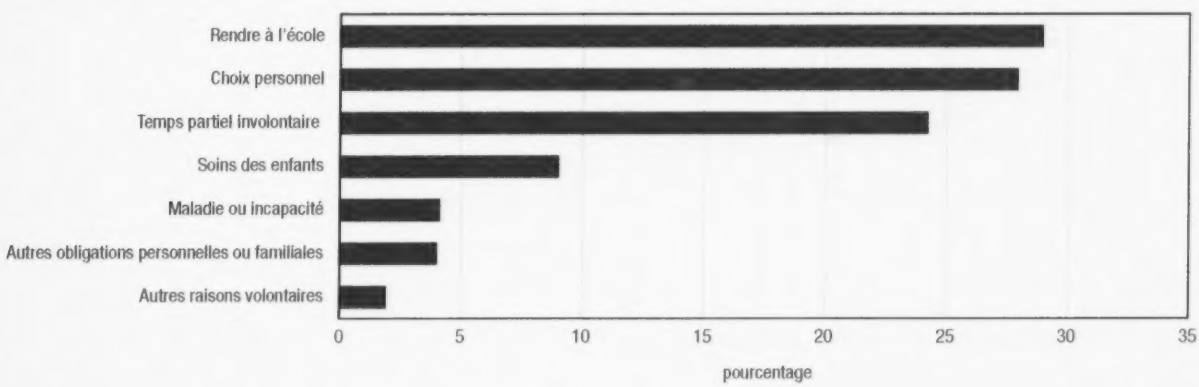
Autres indicateurs du marché du travail

Le taux d'emploi à temps partiel involontaire continue à diminuer

La hausse de l'emploi en 2017 a été observée principalement dans le travail à temps plein. Le travail à temps partiel a toutefois progressé au cours de la même période (+55 900 ou +1,6 %)[71]. La proportion des personnes ayant travaillé à temps partiel (moins de 30 heures par semaine) mais ayant déclaré préférer un travail à temps plein — le taux d'emploi à temps partiel involontaire — a continué à diminuer, passant de 25,0 % en 2016 à 24,2 % en 2017[72]. Il s'agit du taux d'emploi à temps partiel involontaire le plus faible enregistré depuis 2008.

Une plus grande proportion des personnes qui ont travaillé à temps partiel en 2017 l'ont fait par choix, c.-à-d. en raison de leurs études (28,9 %) ou de préférences personnelles (27,9 %).

Graphique 15
Proportion de travailleurs à temps partiel selon la raison pour le travail à temps partiel, 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0014.

À l'échelle provinciale, le nombre de personnes qui ont déclaré travailler à temps partiel involontairement a diminué dans la plupart des provinces. La Colombie-Britannique a enregistré le taux le plus faible (20,7 %), et le Québec a affiché le deuxième taux le plus faible (20,9 %). Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la proportion la plus élevée de travailleurs à temps partiel involontaires; le taux a augmenté considérablement pour s'établir à 37,3 % en 2017 (hausse de 3,8 points de pourcentage). Il a aussi augmenté en Saskatchewan (de 2,8 points de pourcentage) pour s'établir à 23,6 %. En Alberta, le taux d'emploi à temps partiel involontaire a diminué en 2017 (de 0,6 point de pourcentage) pour s'établir à 26,2 %, mais il est demeuré supérieur à la moyenne nationale pour une deuxième année consécutive.

Le chômage de longue durée varie peu et la sous-utilisation de la main-d'œuvre diminue

Au Canada, la proportion de chômeurs de longue durée — les personnes à la recherche d'un emploi depuis 53 semaines ou plus — a peu varié en 2017 et s'est établie à 6,9 %[73]. La proportion de chômeurs de longue durée est généralement d'environ 7,0 % depuis 2010.

Des mesures supplémentaires du chômage permettent de mieux comprendre la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Le taux supplémentaire le plus exhaustif (R8) comprend non seulement les personnes à la recherche

71. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, annuel (282-0002).
72. Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi à temps partiel selon la raison pour le travail à temps partiel, le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0014). Le terme « temps partiel involontaire » désigne les répondants qui travaillent à temps partiel parce qu'ils n'ont pas pu trouver un emploi de 30 heures ou plus par semaine ou parce que la conjoncture économique ne leur permet pas, qu'ils aient cherché un emploi à temps plein ou non. Il s'agit de la définition des travailleurs à temps partiel involontaires la plus inclusive et la plus utilisée.
73. Enquête sur la population active (EPA), estimations de la durée du chômage selon le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0048).

de travail, mais également les chercheurs découragés, la part sous-utilisée des travailleurs à temps partiel involontaires ainsi que les personnes en attente d'un rappel ou celles qui commenceront un emploi à longue échéance. En 2017, cette mesure supplémentaire (R8) était de 9,1 %, en baisse par rapport au taux de 9,8 % observé en 2016[74]. Le R8 diminue depuis son dernier sommet atteint en 2009.

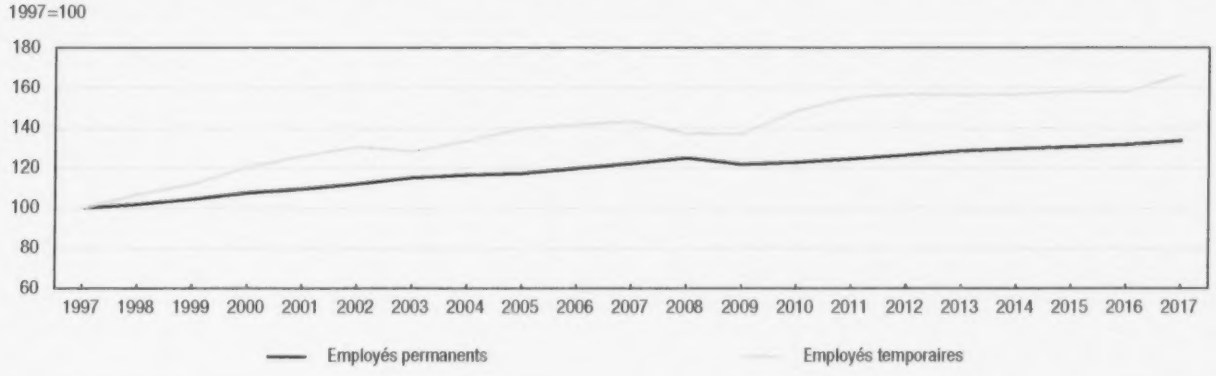
Après une année record en 2016, le R8 de l'Alberta a diminué de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 10,7 %, en raison d'une baisse du nombre de travailleurs à temps partiel involontaires et du nombre de chercheurs d'emploi découragés dans la province.

Les postes temporaires connaissent une croissance plus forte que les postes permanents

Le nombre d'employés a progressé de 299 000 (+2,0 %) en 2017, l'augmentation étant principalement attribuable aux employés titulaires de postes permanents (+192 000). Le nombre d'employés temporaires a augmenté de 107 000, l'augmentation ayant été stimulée par une hausse du nombre d'employés titulaires de postes à contrat ou à durée déterminée[75].

Les employés permanents étaient plus nombreux que les employés temporaires (13,5 millions comparativement à 2,1 millions) en 2017. Le nombre d'employés titulaires de postes temporaires a toutefois augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que le nombre de titulaires de postes permanents (5,3 % comparativement à 1,4 %). En moyenne, le nombre d'employés titulaires de postes temporaires augmente à un rythme plus rapide que le nombre de titulaires de postes permanents depuis 1997.

Graphique 16
Indice de l'emploi selon la permanence de l'emploi, 1997 à 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau CANSIM 282-0080.

En 2017, les augmentations les plus importantes du nombre d'employés permanents ont été observées dans les secteurs suivants : le commerce de gros et de détail; la finance, les assurances, les services immobiliers et les services de location et de location à bail; le transport et l'entreposage; et la construction. Pour les employés temporaires, la croissance la plus forte a été observée dans les soins de santé et l'assistance sociale, les administrations publiques, ainsi que le commerce de gros et de détail.

74. Enquête sur la population active (EPA), estimations des taux supplémentaires du chômage selon le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0086).
75. Enquête sur la population active (EPA), estimations du nombre d'employés selon la permanence de l'emploi, le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0080).

Titulaires d'emplois multiples

En 2017, 5,6 % des employés occupaient plus d'un emploi, soit un taux presque inchangé comparativement au taux de 5,5 % enregistré en 2016[76]. Parmi les travailleurs qui avaient des emplois multiples, 19,2 % avaient leur emploi principal dans les soins de santé et l'assistance sociale, 13,4 % dans le commerce de gros et de détail et 10,3 % dans les services d'enseignement.

Les jeunes de 15 à 24 ans étaient les plus susceptibles d'occuper plus d'un emploi, à un taux de 6,9 %, en légère baisse par rapport à 2016 (-0,3 point de pourcentage). Chez les personnes du principal groupe d'âge actif, 5,8 % occupaient plus d'un emploi, tandis que les personnes de 55 ans et plus étaient les moins susceptibles d'occuper plus d'un emploi, à un taux de 4,5 %.

Conclusion

Le présent article met en évidence plusieurs changements importants qui ont été observés en 2017 dans le marché du travail. Dans l'ensemble, des signes subtantiels de croissance ont été observés, notamment la croissance de l'emploi total la plus rapide enregistrée dans une décennie, qui est principalement attribuable au travail à temps plein. Le taux de chômage national a par ailleurs affiché une tendance à la baisse, et le nombre de prestataires d'assurance-emploi a diminué. Parallèlement, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté dans presque toutes les provinces.

La croissance de l'emploi s'est répartie dans plusieurs secteurs et la hausse la plus élevée a été enregistrée dans les soins de santé et l'assistance sociale. Parallèlement, une certaine reprise a été observée dans les secteurs de production de biens, comme la fabrication, la construction, et l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz.

L'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard ont affiché les taux de croissance de l'emploi les plus élevés en 2017. Par ailleurs, une baisse marquée de l'emploi a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador, bien que la rémunération soit demeurée élevée. L'Alberta n'a pas affiché la forte croissance de l'emploi et de la rémunération qui avait été observée avant la baisse des prix du pétrole en 2014, et le taux de chômage est demeuré relativement élevé dans la province, malgré une tendance à la baisse tout au long de 2017.

L'emploi a connu une croissance plus rapide que la population pour tous les principaux groupes démographiques, le taux d'activité atteignant un niveau inégalé chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif et chez les travailleurs âgés. Une forte croissance de l'emploi a aussi été observée chez les Autochtones et les immigrants. L'emploi a augmenté plus rapidement chez les employés du secteur public que chez les employés du secteur privé et les travailleurs autonomes.

Plusieurs tendances à long terme du marché du travail se sont poursuivies en 2017, y compris la hausse de l'emploi chez les personnes âgées de 55 ans et plus, la diminution du travail à temps partiel involontaire, ainsi que l'augmentation de l'emploi temporaire.

76. Enquête sur la population active (EPA), estimations des personnes ayant plus d'un emploi selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel (282-0031).